



## Assemblée générale

Cinquante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale  
29 octobre 2004

Original: français

---

### Cinquième Commission

#### Compte rendu analytique de la 13<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 26 octobre 2004, à 10 heures

*Président :* M. Mackay ..... (Nouvelle-Zélande)  
*Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires :* M. Kuznetsov

### Sommaire

Point 136 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (*suite*)

Point 153 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies au Burundi (*suite*)

Point 154 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (*suite*)

Point 155 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (*suite*)

Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (*suite*)

Point 123 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Organisation des travaux

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

*La séance est ouverte à 10h10.*

**Point 136 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (suite)** (A/C.5/59/L.4)

**Projet de résolution A/C.5/59/L.4**

1. *Le projet de résolution A/C.5/59/L.4 est adopté sans être mis aux voix.*

2. **M. Jonah** (Sierra Leone) dit que le peuple sierra-léonais est très reconnaissant des efforts déployés par la Mission des Nations Unies en Sierra Leone en général, mais aussi par les différents contingents. Il cite de nombreux travaux de reconstruction auxquels les contingents apportent une aide considérable, contribuant ainsi à donner une image très positive des Nations Unies. Il souligne que la réduction échelonnée des effectifs de la Mission permet au Gouvernement sierra-léonais de prendre progressivement la relève en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Pour conclure, M. Jonah remercie le Groupe des États d'Afrique de son soutien.

3. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 136 de l'ordre du jour.

**Point 153 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies au Burundi (suite)** (A/C.5/59/L.6)

**Projet de résolution A/C.5/59/L.6**

4. *Le projet de résolution A/C.5/59/L.6 est adopté sans être mis aux voix.*

5. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 153 de l'ordre du jour.

**Point 154 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (suite)** (A/C.5/59/L.7)

**Projet de résolution A/C.5/59/L.7**

6. *Le projet de résolution A/C.5/59/L.7 est adopté sans être mis aux voix.*

7. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 154 de l'ordre du jour.

**Point 155 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (suite)** (A/C.5/59/L.5)

**Projet de résolution A/C.5/59/L.5**

8. **M. Halbwachs** (Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et à la comptabilité, Contrôleur) indique, au sujet des paragraphes 13 et 14 du projet de résolution, que, dans le rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005 qui sera soumis à l'Assemblée générale à la reprise de sa soixantième session, le libellé de la réalisation escomptée 2.3 figurant dans le document A/59/288 sera remplacé par le texte suivant : « Tenue d'élections libres et régulières ».

9. **M<sup>me</sup> Goicochea** (Cuba) dit que la délégation cubaine a décidé d'approuver le projet de résolution A/C.5/59/L.5 et de se joindre au consensus, étant entendu que la réalisation escomptée 2.3 sera reformulée comme l'a indiqué M. Halbwachs. Cependant, elle souligne le caractère exceptionnel de son accord et rappelle qu'il incombe à la Cinquième Commission d'approuver les réalisations escomptées et les indicateurs de succès. Elle attache donc une importance particulière au dernier alinéa du préambule du projet de résolution, qui souligne le rôle de la Commission dans l'examen et l'approbation des propositions budgétaires.

10. *Le projet de résolution A/C.5/59/L.5 est adopté sans être mis aux voix.*

11. **M. Mérorès** (Haïti) remercie le Groupe des États d'Afrique de son soutien. Il salue l'adoption du projet de résolution A/C.5/59/L.5, à un moment où la situation du pays exige le déploiement de toute la capacité d'action de la Mission. La résolution en question devrait permettre à Haïti de retrouver la paix et l'état de droit et favoriser son développement socioéconomique. Elle doit également permettre à la Mission de s'acquitter pleinement de son mandat, compte tenu, en particulier, de l'enveloppe budgétaire de quelque 379 millions de dollars qui lui sera allouée pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005.

12. **M. Alarcón** (Costa Rica), souscrivant de façon générale aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans ses rapports sur les projets de budget des opérations de maintien de la paix, estime que les

justifications fournies à l'appui de la création de certains postes sont souvent insuffisantes et demande au Secrétariat de justifier à nouveau les postes lors de l'établissement des prochains projets de budget. Il souligne aussi la nécessité d'améliorer les définitions d'emploi en tenant compte des caractéristiques de chaque mission, afin d'accroître la transparence et le sens des responsabilités.

13. **M. Sun Yudong** (Chine) note, au paragraphe 11 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/59/390), qu'une économie de 2 270 000 dollars pourrait être réalisée au titre des rations. Il demande que le rapport sur l'exécution du budget contienne les indications voulues pour permettre aux États Membres de s'assurer que l'économie escomptée a bien été réalisée. En outre, la délégation chinoise souligne que le montant de quelque 9 millions de dollars alloué à la Mission pour remédier aux conséquences du cyclone Jeanne ne doit être utilisé qu'aux fins prévues.

14. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 155 de l'ordre du jour.

**Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (suite)**

**Projet de résolution A/C.5/59/L.8**

15. **M. Halbwachs** (Contrôleur), se référant au paragraphe 12 du projet de résolution A/C.5/59/L.8, déclare que, dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice allant de juillet 2004 à juin 2005, qui sera soumis à l'Assemblée générale à la reprise de sa soixantième session, l'indicateur de succès 1.3.3 figurant dans le document A/59/290 sera reformulé par le Secrétariat de la façon suivante : « Les tribunaux timorais se prononceront d'ici à mai 2005 sur toutes les demandes de mandat d'arrêt ».

16. **M<sup>me</sup> Wahab** (Indonésie) dit que, depuis l'adoption de la résolution 1410 (2002), par laquelle le Conseil de sécurité a créé la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, l'Indonésie a toujours appuyé la Mission, y compris en approuvant la résolution 1543 (2004), par laquelle le Conseil a prorogé son mandat pour une dernière période se terminant le 20 mai 2005. Toutefois, compte tenu des progrès accomplis, elle estime qu'il est important que la Mission achève son mandat à la date prévue.

17. L'Indonésie note les efforts déployés par le Secrétaire général pour présenter les budgets d'opérations de maintien de la paix selon la méthode axée sur les résultats. M<sup>me</sup> Wahab souligne à cet égard que, conformément au paragraphe 4 de la résolution 57/290 B de l'Assemblée générale, les caractéristiques et le mandat spécifiques de chaque mission doivent être pleinement pris en considération. Or, comme elle l'a souligné lors des consultations officieuses, la délégation indonésienne estime que l'indicateur de succès 1.3.3 figurant dans le document A/59/290 n'est pas conforme au mandat de la Mission. Elle s'est jointe au consensus sur le projet de résolution étant entendu que l'indicateur de succès en question sera reformulé comme l'a indiqué le Contrôleur.

18. **M. Begg** (Nouvelle-Zélande), appuyé par **M. Dutton** (Australie), dit que son pays est fermement convaincu que les violations des droits de l'homme et les crimes graves qui ont été perpétrés au Timor oriental en 1999 ne doivent pas rester impunis et que leurs auteurs doivent être traduits en justice. Dans sa résolution 1543 (2004), le Conseil de sécurité réaffirme qu'il est nécessaire de combattre l'impunité et qu'il importe que la communauté internationale fournisse un appui à cet effet, et souligne que le Groupe des crimes graves doit achever ses enquêtes d'ici à novembre 2004. Or, pour que le Groupe des crimes graves termine ses travaux, il faut que des décisions soient prises concernant tous les mandats d'arrêt en suspens. La Nouvelle-Zélande pense que les indicateurs de succès énoncés dans le document A/59/290 relèvent du mandat du Groupe des crimes graves et qu'ils constituent des critères appropriés pour évaluer les réalisations de la Mission. La délégation néo-zélandaise croit comprendre que la cote indiquée dans la note 3 se rapportant au dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.5/59/L.8 (A/C.5/59/SR.13) renvoie au compte rendu analytique de la séance en cours, et compte donc que ses vues figureront dans ce compte rendu.

19. *Le projet de résolution A/C.5/59/L.8 est adopté sans être mis aux voix.*

20. **M. Guterres** (Timor oriental) adresse ses sincères remerciements aux États Membres et tient à souligner que le Gouvernement timorais est déterminé à collaborer avec l'Indonésie, pays voisin et ami, et avec le Secrétaire général des Nations Unies en vue de trouver une solution aux problèmes en suspens d'une façon qui soit acceptable à la fois par le Timor oriental,

par l'Indonésie et par la communauté internationale. M. Guterres ajoute que malgré les progrès accomplis, beaucoup reste à faire au Timor oriental, qui aura encore besoin du soutien de la communauté internationale après le départ de la Mission d'appui en mai 2005, notamment dans les domaines de la justice et de la police et dans le secteur financier.

21. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 129 de l'ordre du jour.

**Point 123 : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)**

**Projet de décision A/C.5/59/L.9**

22. **M. Halbwachs** (Contrôleur) dit que les cinq projets de budget que la Commission vient d'examiner n'étaient pas prévus et ont dû être établis à la suite de décisions prises par le Conseil de sécurité en 2004. Ces budgets donneront lieu à l'élaboration de rapports à soumettre à la Commission à la reprise de sa session en mai 2005, lorsqu'elle examinera les projets de budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2005/06. Or, le Secrétariat ne pourra commencer à élaborer les projets de budget relatifs à ces cinq opérations pour 2005/06 que lorsque l'Assemblée générale aura achevé l'examen de leur budget à la session en cours. Le Secrétariat est en train d'élaborer les projets de budget de toutes les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2005/06 ainsi que les rapports sur l'exécution des budgets au titre de l'exercice 2003/04, ce qui représente quelque 45 rapports. La charge de travail étant déjà presque ingérable, le Secrétariat fera tout son possible pour donner suite à la demande de l'Assemblée générale, mais n'est pas certain de pouvoir produire à temps pour la reprise de la session, en mai 2005, le rapport demandé dans le projet de décision.

23. **M. Begg** (Pays-Bas), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays candidats (Bulgarie, Roumanie, Turquie et Croatie), des pays du processus de stabilisation et d'association (Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine et Serbie-et-Monténégro), de l'Islande et de la Norvège (pays membres de l'Association européenne de libre-échange) ainsi que des pays membres de la Zone économique européenne, appuyé par **M<sup>me</sup> Attwooll** (États-Unis) et **M<sup>me</sup> Ferguson** (Canada), dit qu'en

approuvant les budgets dont elle était saisie, la Commission a donné au Secrétariat et à chacune des opérations de maintien de la paix les ressources financières et humaines et la souplesse dont ils ont besoin pour s'acquitter pleinement et efficacement de leur mandat. Il compte que le Secrétaire général tiendra dûment compte des observations et recommandations du Comité consultatif ainsi que des vues des États Membres lorsqu'il pourvoira les postes approuvés.

24. L'Union européenne accorde une grande confiance au CCQAB et continuera de s'appuyer sur ses observations et recommandations lors des débats sur le financement des opérations de maintien de la paix et de l'adoption de décisions les concernant. Ainsi, elle compte que les 9,3 millions de dollars alloués à la MINUSTAH pour remédier aux conséquences du cyclone Jeanne seront gérés avec la plus grande rigueur, et qu'un compte rendu détaillé de l'emploi de ces fonds figurera dans le prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission.

25. L'Union européenne a déjà exprimé ses préoccupations au sujet de la manière dont le modèle budgétaire utilisé pour les opérations de maintien de la paix a été appliqué récemment. Tout en approuvant ce modèle dans son principe, elle adhère pleinement aux déclarations du Groupe des États d'Afrique et aux observations du Comité consultatif selon lesquelles le modèle doit être appliqué avec une grande souplesse. L'utilisation du modèle ne doit pas entraîner des procédures budgétaires peu rigoureuses, ni un surclassement arbitraire des postes et le Secrétaire général doit être en mesure de justifier pleinement tous les postes, en particulier aux échelons les plus élevés, pour chaque opération. À cet égard, pour que les opérations s'acquittent de manière efficace et économique de leur mandat, il est indispensable qu'elles coordonnent leurs activités avec les autres acteurs humanitaires du système des Nations Unies présents sur le terrain. L'Union européenne suivra de près la question à la reprise de la session, en mai 2005, lors de l'examen des budgets de toutes les opérations de maintien de la paix et de l'adoption de la résolution d'ensemble.

26. L'Union européenne attend avec intérêt le résultat de l'examen des effectifs et de la structure des nouvelles missions ainsi que des structures de gestion des missions existantes. Tout en étant consciente de la charge de travail supplémentaire que cet exercice représente pour le Secrétariat, elle n'estime pas que le

moment soit mal choisi. Selon elle, le Secrétariat devrait être en mesure d'examiner et de justifier les demandes de ressources pour les opérations de maintien de la paix tout au long du processus budgétaire, et la demande formulée par l'Assemblée générale ne devrait être qu'une extrapolation de ce processus d'examen continu.

27. **M. Kozaki** (Japon), appuyant la déclaration faite par les Pays-Bas au nom de l'Union européenne, dit que sa délégation continuera de suivre de près les rapports sur l'exécution du budget et les prochains projets de budget des opérations de maintien de la paix.

28. *La décision A/C.5/59/L.9 est adoptée sans être mise aux voix.*

29. **M<sup>me</sup> Lock** (Afrique du Sud), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique pour expliquer la position du Groupe après l'adoption des projets de résolution A/C.5/59/L.5, 6 et 7, appuyée par **M. Renault** (Brésil) parlant au nom des pays d'Amérique latine fournisseurs de contingents (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou), dit que le Groupe s'est joint au consensus étant entendu que les décisions de la Commission donneraient aux opérations de maintien de la paix concernées les moyens de s'acquitter de leur mandat.

30. Le Groupe des États d'Afrique tient toutefois à réaffirmer que chaque projet de budget doit être considéré en tenant compte des justifications financières qu'il contient et de la complexité, du mandat et de la spécificité de l'opération considérée, ainsi que des circonstances dans lesquelles elle est déployée. C'est sur cette base que le Groupe a approuvé la demande formulée dans le projet de décision figurant dans le document A/C.5/59/L.9.

31. S'agissant du modèle général utilisé par le Secrétariat pour déterminer le type de structure que devraient avoir les opérations de maintien de la paix compte tenu du caractère multidimensionnel de leur mandat, le Groupe pense qu'il est impératif que le Secrétariat applique ce modèle avec souplesse en tenant compte de la complexité et du mandat de chaque mission.

32. Par ailleurs, pour faciliter le processus de décision et être en mesure de mieux comprendre les recommandations du Comité consultatif concernant chaque opération, le Groupe attend de celui-ci qu'il examine les prévisions de dépenses et la structure des

effectifs au cas par cas et explique de façon détaillée ses recommandations à la Commission, en évitant dans la mesure du possible les renvois. Les États Membres doivent en effet avoir l'assurance que les réductions proposées s'appuient sur un examen rigoureux des besoins spécifiques de chaque opération.

33. Le Groupe des États d'Afrique est convaincu que si le Secrétariat et le Comité consultatif tiennent compte de ces observations, la Commission sera en mesure de prendre rapidement des décisions sur ces questions à la reprise de la session en mai 2005.

34. **Le Président** dit que la Commission a achevé le stade actuel de l'examen du point 129 de l'ordre du jour.

### Organisation des travaux

35. **Le Président** informe la Commission que M<sup>me</sup> Waters, Présidente du Syndicat du personnel des Nations Unies, a demandé à prendre la parole devant la Commission au titre des points 114 et 116 de l'ordre du jour, intitulés respectivement Gestion des ressources humaines et Régime commun des Nations Unies, conformément à la résolution 35/213 de l'Assemblée générale. M. Weissel, Président de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA) a, pour sa part, demandé à prendre la parole au titre du point 116. Le Président dit que, s'il n'entend pas d'objection, il considérera que la Commission consent à entendre la Présidente du syndicat du personnel et le Président de la FICSA.

36. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 11 heures.*